

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 14/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VENATOR Pigments France**

203, route de Wervicq  
BP 50017  
59559 Comines

Références : Venator\_Comines\_RAPVI\_0007000987\_CI\_Eau\_2024\_04\_17  
Code AIOT : 0007000987

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement VENATOR Pigments France implanté 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre d'un contrôle inopiné sur les rejets aqueux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VENATOR Pigments France
- 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines
- Code AIOT : 0007000987

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Venator Pigments France de Comines fabrique des pigments inorganiques, principalement le bleu outremer. La coloration des matières plastiques est la principale utilisation des pigments qui sont également employés dans l'industrie cosmétique, ainsi que pour la production de revêtements de surfaces.

L'établissement emploie 115 personnes.

L'usine est implantée à l'Est de la commune de Comines, sur un terrain de 5,3 ha classé en zone UF. La commune de Wervik (Belgique) est dans un rayon de 3 km autour du site.

L'environnement proche du site est constitué par :

- au nord du site, la Lys, frontière naturelle entre la France et la Belgique ;
- au nord-est du site, le parc de Balokken (Wervik-Belgique), îlot de 36 hectares entre deux bras de la Lys ;

- à l'est et à l'ouest du site, des activités industrielles ; au sud du site, des habitations et des champs. Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement Venator Pigments France de Comines est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 26/11/2008. La liste des installations autorisées sur le site de Comines a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2018.

L'établissement est assujetti à la directive IED 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Parmi les rubriques « 3000 » qui concernent les installations ou équipements visés à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3420-e (fabrication en quantité industrielle de pigments inorganiques) avec une capacité maximale de fabrication de 7 650 t/an de bleu outremer et dérivés.

Le bleu outremer s'obtient à partir d'un mélange de kaolin, de soufre et de carbonate de soude qui subissent des transformations physico-chimiques dans des fours de calcination. Les briques de bleu outremer brut sont ensuite concassées à la sortie du four, puis mises en suspension dans l'eau chaude avec de la soude avant de subir un traitement : épuration, broyage et classification granulométrique en phase humide (centrifugeuses avec dépoussiéreurs) puis séchage.

Les fumées des fours de calcination sont traitées par l'unité de désulfuration SULFOX. En fin de circuit de traitement, les gaz épurés sont rejetés à l'atmosphère à la cheminée en briques (hauteur 85 m).

Le principe de la désulfuration est le traitement par oxydation catalytique des effluents gazeux. L'installation de désulfuration comporte 3 brûleurs :

- le brûleur à l'entrée (H200) qui réchauffe les gaz des carneaux
- le brûleur avant le réacteur d'oxydation (H406) qui garantit la température minimale nécessaire à la réaction d'oxydation catalytique
- le brûleur avant la cheminée (H700) qui garantit un point de rosée assez haut pour les gaz épurés en sortie.

Les émissions sont captées et traitées pendant toute la durée du process de calcination (le cycle complet de production d'un four dure près de 3 semaines, avec une descente progressive de la température brûleurs éteints). En cas de panne du SULFOX, les gaz de calcination sont directement

rejetés à la grande cheminée (conduit n°1).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.8	Sans objet
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.11 et 4.3.12	Sans objet
3	Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Suites de l'inspection du 12/02/24	Autre du 12/02/2024	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle inopiné n'ont pas pu être analysés dans les temps requis. Le contrôle sera reporté à une date ultérieure. L'exploitant doit procéder à la remise en état de sa passerelle pour l'accès à la cheminée brique. Il a pris en compte les remarques faites suite à l'incident de février.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>MES : 50 mg/L  DCO 500 mg/L  DBO5 : 192 mg/L  Ptot : 50 mg/L  Nglobal : 80 mg/L  Sulfates : 8315 mg/L  Chlorures : 1545 mg/L</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le laboratoire a bien procédé le 17 avril 2024 à la mise en place de son matériel de prélèvement en présence des de l'inspection. Cependant, les prélèvements n'ont pas pu être récupérés dans les temps par le laboratoire et la prestation a donc été annulée et reportée.</p> <p>L'exploitant précise le jour de l'inspection qu'une maintenance a été réalisée quelques jours auparavant, avant remplacement de certains éléments tels que la pompe, le capteur, le bac de prélèvement etc.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Rejets aqueux**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.11 et 4.3.12
--

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales
--

**Prescription contrôlée :**

**4.3.11**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

**4.3.12**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

MES : 30 mg/L

DCO : 40 mg/L

DBO5 : 10 mg/L

Azote global : 3 mg/L

Phosphore total : 0,6 mg/L

Hydrocarbures totaux : 5 mg/L

Métaux totaux : 10 mg/L

Matières grasses : 5 mg/L

**Constats :**

Le laboratoire a bien procédé le 17 avril 2024 à la mise en place de son matériel de prélèvement. Cependant, les prélèvements n'ont pas pu être récupérés dans les temps et la prestation a donc été annulée et reportée.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Points de prélèvement**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
--

Thème(s) : Risques chroniques, Passerelle
---

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

<p>La passerelle de la cheminée brique 35m a fait l'objet d'une vérification en 2023 lors de laquelle des non conformités avaient été relevées, ayant entraîné l'impossibilité de réaliser un contrôle inopiné en fin 2023. L'exploitant précise que ces non-conformités ont été levées et que Bureau Veritas doit intervenir afin d'attester de la mise en conformité de la passerelle. L'exploitant a indiqué, le jour de l'inspection, une intervention prévue pour le 29 avril.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection, dès réception, le rapport de l'intervention du bureau d'études suite à l'intervention du 29 avril.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Suites de l'inspection du 12/02/24**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 12/02/2024</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident - Fuite</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1) L'exploitant a indiqué que plusieurs réparations ont été réalisées sur la toiture au fil des ans, et qu'un devis pour une réfection complète des 600 m<sup>2</sup> de toiture a été réceptionné récemment. Cependant, il précise qu'aucun délai de réalisation ni plan d'action n'est associé à ce devis. L'exploitant fournit le devis réceptionné, et propose un plan d'actions de remise en état de la toiture sous 1 mois.</p> <p>2) Les fûts situés au bâtiment expédition ne sont pas identifiés/étiquetés, notamment pour différencier les fûts servant à la récupération des eaux pluviales, ceux contenant encore du produit en attente de réutilisation, et ceux souillés mais vides. L'exploitant procède à l'identification des fûts servant à la récupération des fuites, et de ceux contenant encore du produit en attente de réutilisation sous une semaine. Par ailleurs, les fûts vides souillés sont évacués dès qu'ils sont vidés et une poubelle est mise à disposition des opérateurs (contenant différenciable des fûts utilisés pour la production)..</p> <p>3) Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que tout le site est sur rétention, et que toutes les eaux du site doivent passer par la station de traitement interne. L'exploitant justifie de la mise sur rétention du site, considérant que l'opérateur a vidé les fûts sur l'emprise du site et que ceux-ci se sont écoulés sur la voirie communale. Par ailleurs, l'exploitant re-sensibilise son personnel sur la nécessité d'envoyer toutes les eaux collectées sur le site vers la station de traitement.</p> <p>4) L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'incident, ainsi que le plan d'action associé sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>1) L'exploitant a fourni des factures de travaux permettant de justifier que des actions ont été menées. Cependant, ni le devis demandé pour la réfection de la toiture, ni aucun plan d'actions n'ont été transmis. Dans le rapport d'incident, l'exploitant prévoit la réfection de la toiture pour</p>

l'année 2024.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la demande a été faite au groupe, et que les travaux seront entrepris dès que la validation sera donnée par le groupe. Il précise que la fin des travaux pourrait être envisagée pour l'été 2024.

2) Les fûts situés au bâtiment expédition ont été identifiés, notamment ceux servant à la récupération des eaux pluviales. Un fût carton a été mis en place afin de servir de poubelle. Il est différent des fûts utilisés pour la production et permet d'éviter toute erreur.

Seuls les fûts utilisables dans le cadre de la production restent non identifiés

3) L'exploitant n'a pas répondu à ce point en réponse au rapport de la visite du 12 février 2024.

Lors de la visite d'inspection, il précise cependant que tous les bâtiments sont sur rétention et les effluents captés sont envoyés à la STEP. Il précise qu'il en est de même pour les cours et allées intérieures. Sur le périmètre externe cependant, l'incident a démontré que les eaux pluviales peuvent s'écouler vers l'extérieur du site. Ce périmètre n'est pas supposé être concerné par le rejet d'effluents autres que les eaux pluviales.

Le personnel a été sensibilisé à la nécessité d'envoyer les effluents à la STEP lors d'une réunion d'information.

4) L'exploitant a transmis un rapport d'incident et un plan d'actions par courriel du 29/02/24. Les actions mentionnées sont notamment l'utilisation de fûts neufs pour contenir les fuites, la réparation de la toiture, la vidange des fûts à la STEP, un rappel sur la gestion des déchets, et l'identification des fûts.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet un échéancier pour la réfection de la toiture.

**Type de suites proposées :** Sans suite